

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21992 - 81ÈME ANNÉE

Illustration de la faillite causée par le néocolonialisme français dans notre pays, La Réunion

APE UE–Madagascar : quand les capitalistes ont déjà pris de l'avance, au détriment de La Réunion



Bien avant la finalisation de l'Accord de partenariat économique UE–Madagascar, de grands groupes comme la BRED ou le groupe Bernard Hayot ont anticipé ses effets. Leurs stratégies à Madagascar révèlent les véritables enjeux de l'APE : profits, délocalisations et mise en concurrence des travailleurs de la région. Cette situation n'est pas une fatalité économique, mais un choix politique. Elle s'inscrit dans la continuité de l'assimilation imposée par le néocolonialisme français, qui pousse La Réunion à se tourner exclusivement vers la France, à en faire un modèle unique, et à ignorer ses voisins naturels. Or, le co-développement est une nécessité vitale. Il suppose de rompre avec la logique de concurrence sociale et d'engager un dialogue respectueux d'égal à égal entre Réunionnais et Malgaches, deux peuples ayant subi la colonisation française et aspirant aujourd'hui à un dévelop-

pement durable, solidaire et de qualité. Le développement de La Réunion ne peut pas reposer sur l'exploitation de la pauvreté malgache, pas plus que le développement de Madagascar ne doit servir de variable d'ajustement aux profits du patronat réunionnais et français.

L'Union européenne et Madagascar s'apprentent à conclure un Accord de partenariat économique (APE) élargi après seize rounds de négociations. Présenté comme un outil de développement, cet accord s'inscrit en réalité dans une logique néolibérale déjà à l'œuvre sur le terrain. Car pendant que la population réunionnaise n'est ni informée ni consultée, certains grands groupes capitalistes ont, eux, depuis longtemps anticipé les opportunités offertes par l'APE.

GBH, U, Leaderprice et BRED fortement présents à Madagascar

Le groupe Bernard Hayot (GBH) en fournit un exemple emblématique. Le rachat de Vindemia à Casino n'avait pas pour principal objectif La Réunion et ses quelques hypermarchés et supermarchés. L'enjeu stratégique est ailleurs : Madagascar. Avec 33 millions d'habitants, un marché en forte croissance et une implantation massive des enseignes Score dans toutes les grandes villes, des Supermaki jusque dans des communes rurales, et des Jumbo Score longtemps sans concurrence réelle dur fond de départ de l'enseigne Shoprite, Madagascar constitue le véritable levier de développement du groupe. L'APE permettra à GBH de mutualiser ses moyens humains, logistiques et financiers entre Madagascar et La Réunion, en jouant sur les écarts de coûts salariaux.

U qui a racheté Shoprite à Madagascar suit la même stratégie que GBH, tout comme Leaderprice, déjà présent dans nos deux pays

La même logique est à l'œuvre dans le secteur bancaire. L'an dernier, la BRED, banque française du groupe Caisse d'Épargne, a racheté la Société Générale Madagascar. Les enseignes ont déjà changé. Cette banque, historiquement prisée des fonctionnaires malgaches, est désormais intégrée au réseau BRED. Avec un APE ouvert aux services, la banque pourra réaliser d'importantes économies d'échelle dans une zone de libre-échange régionale, en rationalisant ses activités entre Madagascar et La Réunion.

Risques de délocalisations

C'est précisément l'extension de l'APE aux services qui constitue le cœur du problème. Comptabilité, informatique, services financiers ou administratifs : autant de secteurs où les délocalisations depuis La Réunion vers Madagascar deviendront la norme. Les travailleurs malgaches sont au moins aussi compétents que les travailleurs réunionnais, mais ils sont contraints d'accepter des salaires très inférieurs, parfois autour de 100 euros par mois, sans droits sociaux comparables, sans Sécurité sociale digne de ce nom. Face à cette réalité, La Réunion est perdante d'avance dans toute mise en concurrence des travailleurs.

Le co-développement est une nécessité vitale

Cette situation n'est pas une fatalité économique, mais un choix politique. Elle s'inscrit dans la continuité de l'assimila-

tion imposée par le néocolonialisme français, qui pousse La Réunion à se tourner exclusivement vers la France, à en faire un modèle unique, et à ignorer ses voisins naturels. Cette aliénation empêche toute réflexion sérieuse sur un co-développement régional fondé sur la complémentarité et la solidarité.

Or, le co-développement est une nécessité vitale. Il suppose de rompre avec la logique de concurrence sociale et d'engager un dialogue respectueux d'égal à égal entre Réunionnais et Malgaches, deux peuples ayant subi la colonisation française et aspirant aujourd'hui à un développement durable, solidaire et de qualité. Le développement de La Réunion ne peut pas reposer sur l'exploitation de la pauvreté malgache, pas plus que le développement de Madagascar ne doit servir de variable d'ajustement aux profits du patronat réunionnais.

Omerta à La Réunion

Même si les maires et les élus communaux n'ont pas le pouvoir d'influer directement sur la signature d'un APE négocié à Bruxelles, ils ont une responsabilité politique essentielle. Les candidats à ces fonctions devraient, au minimum, informer leurs électeurs sur les enjeux réels de cet accord et plaider pour une autre voie : celle du rassemblement autour du co-développement régional.

Ce mutisme est encore plus grave du côté des trois députés réunionnais au Parlement européen. Alors que l'APE engage l'avenir économique et social de La Réunion, ils n'informent pas la population, n'organisent aucun débat public et ne défendent aucune alternative. À quoi servent-ils, sinon à cautionner par leur silence des décisions favorables aux grands groupes capitalistes étrangers ?

L'heure du réveil a sonné

Il est temps de se réveiller. Si rien ne change, La Réunion risque d'être réduite à un simple territoire consommateur de produits importés, financé uniquement par les transferts publics français, sans production propre de biens ni de services, totalement sous dépendance alimentaire, énergétique, financière, intellectuelle et culturelle du néocolonialisme français. Refuser l'APE tel qu'il est conçu, exiger la transparence et défendre le co-développement avec Madagascar ne sont pas des options idéologiques : ce sont des conditions de survie pour l'avenir de notre île et pour l'émancipation des peuples de l'océan Indien.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
81e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

Retour sur le meeting de lancement de la campagne à Sainte-Suzanne

L'union sur « une terre de résistance »

Alors que la section du Port a scellé une alliance avec Firose Gador, ex-PCR, la section PCR de Sainte-Suzanne a lancé aux côtés d'Huguette Bello, ancienne membre du PCR et présidente du PLR, la campagne du député PLR, Frédéric Maillot. Devant près d'un millier de personnes, réuni au Bocage, le 8 février, Maurice Gironcel a ouvert le meeting en remerciant les participants venus « partager ce moment de retrouvaille, d'enthousiasme et de fierté réunionnaise ».

« C'est avec une fierté profonde que je vous accueille ici à Sainte-Suzanne, parce que je vois devant moi ce n'est pas seulement une foule rassemblée, c'est la famille communiste, une famille communiste rassemblée, unie pour la victoire commune. Une famille qui a connu des combats, des victoires, des blessures aussi mais qui n'a jamais renoncé à ses valeurs », a déclaré Maurice Gironcel. Ce dernier a assuré que « notre histoire n'est pas terminée, et notre engagement est intact, quand la famille se retrouve, se rassemblent c'est toujours pour servir le peuple et préparer l'avenir ».

le secrétaire général du PCR a souligné que « par votre présence, votre soutien, vous faites partie de l'histoire, l'histoire des communistes, des forces de Gauche et des forces de progrès, l'histoire de Sainte-Suzanne et de La Réunion ». Une histoire, également évoquée par Huguette Bello, qui a remercié les organisateurs de « m'accueillir, ici, sur cette magnifique terre de Sainte-Suzanne, une terre de combat, une terre de résistance, une terre de courage, une terre de dignité, c'est notre honneur de progressiste d'être ici, à Sainte-Suzanne pour faire gagner la Gauche, pour faire gagner les valeurs de progrès et de solidarité ».

Selon cette dernière, il faut « résister pour un peuple debout, une terre qui se tient debout comme une vigie face à l'océan, fidèle à son histoire et tournée vers l'avenir ». « Ici la terre de Sainte-Suzanne parle, le vent porte les mémoires », car « qui peut oublier les combats menés pour Quartier français, qui peut oublier ce jeune enfant savant Edmond Albius, âgé de 12 ans, qui est l'honneur de Sainte-Suzanne, de La Réunion et de la nation toute entière ». Sans oublier, « les femmes et hommes qui ne cherchent pas la lumière mais qui la font naître, des femmes et des hommes, dont l'engagement ne se mesure pas aux promesses mais à ce qu'ils font pas à pas, chaque jour ».

« On écrit une nouvelle page de l'histoire » de Sainte-Suzanne

« On écrit ensemble une nouvelle page de la belle histoire communiste dans notre commune. Nous sommes là parce que notre responsabilité, d'hommes et des femmes de progrès, c'est de continuer les combats et de continuer à construire Sainte-Suzanne. Nous sommes là parce que l'union est notre boussole ». Depuis Sainte-Suzanne, nous sommes le phare des forces de Gauche et des progressistes de La Réunion ».

Maurice Gironcel a tenu à clarifier la situation : « si nous faisons le choix de Frédéric Maillot, ce n'est pas un choix contre quelqu'un, ce n'est pas un choix de circonstance, c'est un choix politique, réfléchi, cohérent ». « C'est l'union des forces de progrès et du peuple. C'est le peuple qui commande », d'où l'adhésion selon lui de plus en plus importante autour de la candidature de Frédéric Maillot.

Frédéric Maillot « n'est pas arrivé là par hasard, il a fait ses preuves dans le combat parlementaire sur les bancs des députés communistes à Paris dans la défense de la justice sociale, de notre identité réunionnaise, de la reconnaissance notre histoire et surtout dans le combat contre les injustices subies par notre peuple. Aujourd'hui, FM Frédéric Maillot fait un choix très fort, quitter un mandat national pour se mettre au service du combat communal, au plus près des préoccupations des autres et rassembler les forces de

Gauche sur une ligne claire ». Pour Huguette Bello, Frédéric Maillot a « de grandes qualités » car « il parle franchement », et il « s'est consacré à la défense des oubliés, des sans voix ».

« Ce rassemblement autour de Frédéric Maillot marque un moment historique, c'est le fil rouge de notre combat, de nos luttes passées, et de nos valeurs, que nous reprenons ensemble pour construire l'avenir. C'est le choix de l'union contre la division. Ce message de rassemblement, qui répond aux attentes de la population, est un acte de responsabilité, parce que nous voulons faire gagner la Gauche et les forces de progrès. C'est un acte qui est profondément communiste ».

Lutter pour l'émancipation du peuple

« Le Parti Communiste Réunionnais est pleinement engagé dans cette campagne. Le PCR n'est pas un parti à géométrie variable, il ne joue pas sur plusieurs tableaux, il ne pratique pas le double langage. Quand le PCR s'engage, il le fait clairement, publiquement et collectivement », a assuré Maurice Gironcel. Ce dernier a précisé les statuts du PCR : « c'est la section de Sainte-Suzanne, forte de 1000 adhérents, qui a validé la candidature de Frédéric Maillot pour ces élections municipales. « La présence, ce matin, d'Élie Hoarau, président du PCR, n'est pas symbolique seulement mais aussi politique », a ajouté Maurice Gironcel. Sa présence « vient nous rappeler que cette campagne municipale s'inscrit dans la continuité de la ligne politique du PCR de l'union de la Gauche », a indiqué Maurice Gironcel.

Message d'Élie Hoarau

De son côté, Élie Hoarau, président du Parti Communiste Réunionnais, a donné les raisons du soutien fait à Frédéric Maillot, « c'est parce qu'ensemble, nous partageons avec lui les mêmes valeurs, nous luttons pour l'émancipation du peuple réunionnais, nous luttons pour améliorer les conditions de vie des plus pauvres et plus démunis ».

« Cela a été le combat de toujours des communistes de La Réunion, comme cela a été le combat de Frédéric Maillot à l'Assemblée nationale, où il siège avec les députés communistes français et où il est dans toutes les batailles pour s'opposer à la politique de casse sociale du gouvernement et du président. Ce combat doit continuer dans l'unité, ensemble, on doit mener cette bataille, car la situation actuelle à La Réunion est trop difficile ».

Élie Hoarau a évoqué la pauvreté, le mal-logement, le chômage, et notamment l'illettrisme. Il est vrai qu'un maire à lui seul ne peut pas régler tous ces problèmes, mais il a des pouvoirs qu'il doit mettre au service de la population de Sainte-Suzanne ». Il a expliqué qu'il faut un plan global de développement « pour l'avenir de notre pays », qui « ne doit pas être fait à Paris, en dehors de nous ».

Car « Paris a trop tendance à décider pour nous », sans prendre en compte les spécificités locales. Or pour cela, il faut « un plan industriel, agricole, social, environnemental, éducatif » fait par les Réunionnais, « de la manière la plus consensuelle possible ». Puis, « on doit aller voir le gouvernement et lui dire que l'on veut une loi programme sur 10/15 ans pour nous aider à appliquer ce plan de développement ». Un moyen de peser sur les mesures à venir pour La Réunion, car « on ne peut plus déléguer nos responsabilités à Paris, on doit prendre nos responsabilités et décider nous-mêmes de ce qu'on veut pour nous-mêmes ».

Programme de Frédéric Maillot

Oté

Mézami alon anparl listoir Furcy,...fasson anparl in pé listoir nout péi.(névyèm bouste)

Dann nout modékri lindi nou la vi Constance avèk Furcy avèk lo prokirèr Boucher é son sibstitu Sully-Brunet lété bien dakor pou zoué la loi kont Joseph Furcy épi fé kondane ali pou pèye lo diznèf lindamnité pars mèm Madeleine lété afranshi èl la rèss zésklav ziska la mortalité l'ané 1815 anliskésa libèr Furcy san tardé pars sète-la ossi lété lib l'ané lafranshisman son momon konm lo kode noir lété k'i prévoi.

Mé nou la di ossi lo kan-la téi koné pa la fors lo kan énmé dann in tan la sossyéte ésklavaziss lété for pou vréman... A komanssé par Joseph Lory li-mèm. Li lété pa in pti zésklavaziss lo ta mé kélk'in l'avé moiyin an pagaye. Dann liv Mohammed Aïssaoui mwin la anparl azot i di Lory l'avé troi gran propriyéte dann troi vil Péi Bourbon. Li l'avé mèm inn dann lil de franss (Moris si zot i vé) é son famiye téi okip fé prospèr bann bien-la.

Arzout avèk sa li l'avé protékssion dann klan madame Desbassyns in propriyéte l'avé par-la kat san zésklav épi an prime bann zom de pouvoir dann Bourbon. Sé konmsa in gran blan Desbassyns Richmond in gran résponsab la sékirité dann bourbon té in protéktèr Joseph Lory. An plisské sa la sossyéte zésklavaziss la pran lo parti zésklavaziss.

Fèr in prossé lé possib mé gagn lo prossé lété pa prouvé d'avanss é kèl réakssion lo parti ésklavaziss téi sava avoir kan furcy téi sabva déklansh lo zostilité é sa l'ariv par in komandman lo sibstiti lo Prokirèr la anvoye l'huissier porte sa pou Joseph Noury... Dann komandman-la lété ékri téi falé lo blan téi rann son libèrté Furcy dann lo méyèr délé.

Si tèlman kan l'huissier l'arivé avèk lo papyé in pé pliss Lory téi éklate avèk la kolèr mé li té blijé lèss Furcy alé. É li téi kriyye « sa sé mon léritaz, mon léritaz ! » ; Toutsuite apré li la parti oir Desbassyns Joachim épi li la domann k'i mète Furcy dan la geole é sé sak té fé apré mèm pa in zourné d'libèrté. Lo gran konba l'avé komanssé ?

A bon antandèr salu !

Justin